

FIFTH SESSION,
SEVENTEENTH LEGISLATIVE ASSEMBLY
OF THE NORTHWEST TERRITORIES

CINQUIÈME SESSION,
DIX-SEPTIÈME ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

BILL 46

PROJET DE LOI 46

DÉLÈNE FINAL
SELF-GOVERNMENT AGREEMENT ACT

LOI SUR L'ACCORD DÉFINITIF SUR
L'AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE DE
DÉLÈNE

DISPOSITION

Date of Notice Date de l'avis	1st Reading 1 ^{re} lecture	2nd Reading 2 ^e lecture	To Committee Au Comité	Chairperson Président	Reported Rapport	3rd Reading 3 ^e lecture	Date of Assent Date de sanction
February 20, 2015	February 23, 2015	February 24, 2015	March 4, 2015	Mr. Robert Bouchard	March 4, 2015	March 4, 2015	March 12, 2015

George L. Tuccaro
Commissioner of the Northwest Territories
Commissaire des Territoires du Nord-Ouest

Summary

This Bill approves, gives effect to, and declares valid the *Déline Agreement*, which is a self-government agreement among the Sahtu Dene and Métis of Déline, the Government of the Northwest Territories and the Government of Canada.

This Bill also gives effect to the *Déline Tax Treatment Agreement*, which is an agreement in relation to the tax treatment of the Déline Got'ıne Government.

This Bill provides for the legal recognition of the *Déline Agreement*, the *Déline Tax Treatment Agreement* and laws made by the Déline Got'ıne Government.

Finally, this Bill also provides for consequential amendments to the *Waters Act* and for the repeal of instruments pertaining to the establishment of the Charter Community of Déline.

Résumé

Le présent projet de loi approuve, met en vigueur et déclare valide l'*Accord de Déline*, lequel constitue un accord sur l'autonomie gouvernementale entre les Dénés et les Métis du Sahtu de Déline, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et le gouvernement du Canada.

Le projet de loi donne également effet à l'*Accord sur le traitement fiscal de Déline*, lequel concerne le traitement fiscal du gouvernement Got'ıne de Déline.

Par ailleurs, le présent projet de loi prévoit une reconnaissance juridique de l'*Accord de Déline*, de l'*Accord sur le traitement fiscal de Déline* et des lois adoptées par le gouvernement Got'ıne de Déline.

Enfin, le présent projet de loi prévoit des modifications corrélatives à la *Loi sur les eaux* et l'abrogation de textes relatifs à l'établissement de la collectivité à charte de Déline.

DÉLÛNE FINAL
SELF-GOVERNMENT AGREEMENT ACT

Whereas the *Constitution Act, 1982* recognizes and affirms the existing aboriginal and treaty rights of the aboriginal peoples of Canada;

Whereas the *Sahtu Dene and Métis Comprehensive Land Claim Agreement*, signed on September 6, 1993, provides for the negotiation of self-government agreements among the Sahtu Dene and Métis, the Government of the Northwest Territories and the Government of Canada;

Whereas the *Sahtu Dene and Métis Comprehensive Land Claim Agreement* provides that self-government negotiations will address the desire of the Sahtu Dene and Métis to have self-government exercised as close to the community level as is reasonably possible;

Whereas the Sahtu Dene and Métis of DélÛne, the Government of the Northwest Territories and the Government of Canada negotiated a self-government agreement pursuant to chapter 5 and Appendix B of the *Sahtu Dene and Métis Comprehensive Land Claim Agreement*;

Whereas the Sahtu Dene and Métis of DélÛne approved the *DélÛne Agreement* through a ratification vote held on March 10, 11 and 12, 2014;

Whereas the Sahtu Dene and Métis of DélÛne, as represented by the DélÛne First Nation Band and the DélÛne Land Corporation, the Government of the Northwest Territories and the Government of Canada signed the *DélÛne Agreement* dated February 18, 2015;

Whereas the *DélÛne Agreement* provides that it will be a treaty within the meaning of sections 25 and 35 of the *Constitution Act, 1982*;

Whereas the *DélÛne Agreement* requires that legislation be enacted by the Legislature of the Northwest Territories in order for the agreement to be ratified;

The Commissioner of the Northwest Territories, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly, enacts as follows:

LOI SUR L'ACCORD DÉFINITIF SUR
L'AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE DE
DÉLÛNE

Attendu :

que la *Loi constitutionnelle de 1982* reconnaît et confirme les droits existants — ancestraux ou issus de traités — des peuples autochtones du Canada;

que l'*Entente sur la revendication territoriale globale des Dénés et Métis du Sahtu*, signée le 6 septembre 1993, prévoit la négociation d'ententes sur l'autonomie gouvernementale par les collectivités des Dénés et Métis du Sahtu, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et le gouvernement du Canada;

que l'*Entente sur la revendication territoriale globale des Dénés et Métis du Sahtu* prévoit que les négociations sur l'autonomie gouvernementale tiendront compte du désir des Dénés et Métis du Sahtu que l'autonomie gouvernementale s'exerce autant que possible à l'échelle des collectivités;

que les Dénés et Métis du Sahtu de DélÛne, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et le gouvernement du Canada ont négocié un accord sur l'autonomie gouvernementale visé au chapitre 5 et à l'annexe B de l'*Entente sur la revendication territoriale globale des Dénés et Métis du Sahtu*;

que les Dénés et Métis du Sahtu de DélÛne ont, par un vote de ratification tenu les 10, 11 et 12 mars 2014, autorisé la conclusion de l'*Accord de DélÛne*;

que les Dénés et Métis du Sahtu de DélÛne, représentés par la bande de la première nation de DélÛne et la société foncière de DélÛne, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et le gouvernement du Canada ont signé l'*Accord de DélÛne*, daté du 18 février 2015;

que l'*Accord de DélÛne* stipule qu'il constitue un traité au sens des articles 25 et 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*;

que l'*Accord de DélÛne* stipule que sa ratification est subordonnée à l'adoption d'une loi par la

Législature des Territoires du Nord-Ouest;

le commissaire des Territoires du Nord-Ouest, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative, édicte :

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

1. (1) In this Act,

"*Déline Agreement*" means the *Déline Final Self-Government Agreement* among the Déline First Nation Band and the Déline Land Corporation, the Government of the Northwest Territories and the Government of Canada dated February 18, 2015, including any amendments made to it from time to time; (*Accord de Délyne*)

"Déline Got'ıne Government" means the government established pursuant to chapter 3 of the *Délyne Agreement*; (*gouvernement Got'ıne de Délyne*)

"Délyne law" means laws of the Délyne Got'ıne Government made pursuant to the jurisdictions of that government set out in the *Délyne Agreement* and regulations made pursuant to such laws; (*loi de Délyne*)

"*Délyne Tax Treatment Agreement*" means the *Délyne Tax Treatment Agreement* among the Délyne First Nation Band and the Délyne Land Corporation, the Government of the Northwest Territories and the Government of Canada, signed on behalf of the Government of Canada on February 11, 2015, on behalf of the Government of the Northwest Territories on February 18, 2015, and on behalf of the Délyne First Nation Band and the Délyne Land Corporation on February 18, 2015, including any amendments made to it from time to time; (*Accord sur le traitement fiscal de Délyne*)

"Northwest Territories law" has the same meaning as "NWT Law" in 1.1.1 of the *Délyne Agreement*. (*loi des Territoires du Nord-Ouest*)

Defined terms

(2) Any word or expression defined in the *Délyne Agreement* has the same meaning in this Act, unless the context otherwise requires.

Interpretation

(3) The *Délyne Agreement* may be used as an aid in interpreting this Act or the regulations if there is any doubt as to the meaning of one of its provisions.

Définitions

1. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«*Accord sur le traitement fiscal de Délyne*» L'*Accord sur le traitement fiscal de Délyne* conclu entre la bande de la première nation de Délyne et la société foncière de Délyne, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et le gouvernement du Canada, signé le 11 février 2015 par le gouvernement du Canada, le 18 février 2015 par le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et le 18 février 2015 par la bande de la Première nation de Délyne et la société foncière de Délyne, avec ses modifications éventuelles. (*Délyne Tax Treatment Agreement*)

«*Accord de Délyne*» L'*Accord définitif sur l'autonomie gouvernementale de Délyne* conclu entre la bande de la première nation de Délyne et la société foncière de Délyne, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et le gouvernement du Canada, daté du 18 février 2015, avec ses modifications éventuelles. (*Délyne Agreement*)

«gouvernement Got'ıne de Délyne» Le gouvernement établi conformément au chapitre 3 de l'*Accord de Délyne*. (*Délyne Got'ıne Government*)

«loi des Territoires du Nord-Ouest» S'entend au sens de «loi des T.N.-O.» à l'article 1.1.1 de l'*Accord de Délyne*. (*Northwest Territories law*)

«loi de Délyne» Les lois du gouvernement Got'ıne de Délyne faites en vertu des compétences législatives de ce gouvernement énoncées dans l'*Accord de Délyne*, ainsi que les règlements pris en vertu de ces lois. (*Délyne law*)

Termes définis

(2) Sauf indication contraire du contexte, les termes et les expressions définis dans l'*Accord de Délyne* ont le même sens dans la présente loi.

Interprétation

(3) Il est permis d'utiliser l'*Accord de Délyne* pour interpréter la présente loi ou les règlements en cas de doute quant au sens d'une de leurs dispositions.

Binding on Government	2. This Act is binding on the Government of the Northwest Territories.	2. La présente loi lie le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.	Obligation du gouvernement
Inconsistency or conflict with land claim agreement	3. (1) In the case of any inconsistency or conflict between the <i>Sahtu Dene and Métis Comprehensive Land Claim Agreement</i> and the <i>Déline Agreement</i> or a Déline law, the <i>Sahtu Dene and Métis Comprehensive Land Claim Agreement</i> prevails to the extent of the inconsistency or conflict.	3. (1) En cas d'incompatibilité ou de conflit avec l' <i>Accord de Déline</i> ou d'une loi de Déline, les dispositions de l' <i>Entente sur la revendication territoriale globale des Dénés et Métis du Sahtu</i> l'emportent dans la mesure de l'incompatibilité ou du conflit.	Incompatibilité avec l'entente sur la revendication territoriale
Conflict with <i>Déline Agreement</i>	(2) In the case of any conflict between the <i>Déline Agreement</i> and any Northwest Territories law or Déline law, the <i>Déline Agreement</i> prevails to the extent of the conflict.	(2) En cas de conflit avec une loi des Territoires du Nord-Ouest ou une loi de Déline, les dispositions de l' <i>Accord de Déline</i> l'emportent dans la mesure du conflit.	Conflit avec l' <i>Accord de Déline</i>
Conflict with this Act and regulations	(3) In the case of any conflict between this Act and the regulations and any other Northwest Territories law, this Act and the regulations prevail to the extent of the conflict.	(3) En cas de conflit avec toute autre loi des Territoires du Nord-Ouest, les dispositions de la présente loi et des règlements d'application de la présente loi l'emportent dans la mesure du conflit.	Conflit avec la présente Loi et ses règlements
DÉLINE AGREEMENT		ACCORD DE DÉLINE	
<i>Déline Agreement</i> given effect	4. (1) The <i>Déline Agreement</i> is approved, given effect and declared valid, and has the force of law.	4. (1) L' <i>Accord de Déline</i> est approuvé, mis en vigueur, déclaré valide et a force de loi.	Entérinement de l' <i>Accord de Déline</i>
Rights and duties	(2) For greater certainty, any person or body may exercise the powers, rights, privileges and benefits conferred on the person or body by the <i>Déline Agreement</i> and shall perform the duties, and is subject to the liabilities, imposed on the person or body by the <i>Déline Agreement</i> .	(2) Il est entendu que les personnes ou organismes visés par l' <i>Accord de Déline</i> ont les pouvoirs, les droits, les privilèges et les avantages que celui-ci leur confère et sont assujettis aux obligations et aux responsabilités qu'il prévoit.	Droits et obligations
Third parties	(3) For greater certainty, the <i>Déline Agreement</i> is binding on, and can be relied on by, persons and bodies that are not parties to it.	(3) Il est entendu que l' <i>Accord de Déline</i> a force obligatoire pour les personnes et les organismes qui n'y sont pas parties et quiconque peut s'en prévaloir.	Opposabilité
Certain portions to have earlier effect	5. Notwithstanding subsection 4(1), 2.5.1, 4.6, Chapter 31 and 2.1, 2.2, 3.3, 5.1 and 5.2 of schedule C of the <i>Déline Agreement</i> are deemed to have effect as of October 1, 2013.	5. Malgré le paragraphe 4(1), les articles 2.5.1 et 4.6, le chapitre 31 et les articles 2.1, 2.2, 3.3, 5.1 et 5.2 de l'annexe C de l' <i>Accord de Déline</i> sont réputés avoir effet depuis le 1 ^{er} octobre 2013.	Entrée en vigueur anticipée de certaines parties
DÉLINE GOT'INEᑭ GOVERNMENT		GOVERNEMENT GOT'INEᑭ DE DÉLINE	
Capacity	6. The Déline Got'ineᑭ Government is a legal entity and has the capacity, rights, powers and privileges of a natural person.	6. Le gouvernement Got'ineᑭ de Déline est une entité juridique dotée de la capacité et des droits, pouvoirs et privilèges d'une personne physique.	Capacité
Force of law	7. Déline law that is made in accordance with the <i>Déline Agreement</i> has the force of law.	7. La loi de Déline qui est édictée en vertu de l' <i>Accord de Déline</i> a force de loi.	Force de loi
<i>Statutory Instruments Act</i>	8. Déline laws are not statutory instruments for the purposes of the <i>Statutory Instruments Act</i> .	8. Les lois de Déline ne sont pas des textes réglementaires au sens de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> .	<i>Loi sur les textes réglementaires</i>

DÉLJNE TAX TREATMENT AGREEMENT

*ACCORD SUR LE TRAITEMENT FISCAL
DE DÉLJNE*

Tax agreement given effect	9. (1) The <i>Déljne Tax Treatment Agreement</i> is approved, given effect and declared valid, and has the force of law during the period that it is in effect.	9. (1) L' <i>Accord sur le traitement fiscal de Déljne</i> est approuvé, mis en vigueur, déclaré valide et a force de loi pour la période pendant laquelle il a effet.	Entérinement de l'accord sur le traitement fiscal
Not a treaty	(2) The <i>Déljne Tax Treatment Agreement</i> does not form part of the <i>Déljne Agreement</i> and is not a treaty within the meaning of section 25 or 35 of the <i>Constitution Act, 1982</i> .	(2) L' <i>Accord sur le traitement fiscal de Déljne</i> ne fait pas partie de l' <i>Accord de Déljne</i> et ne constitue pas un traité au sens de l'article 25 ou 35 de la <i>Loi constitutionnelle de 1982</i> .	Précisions

JUDICIAL NOTICE

ADMISSION D'OFFICE

Judicial notice of agreements	10. (1) Judicial notice shall be taken of the <i>Déljne Agreement</i> and the <i>Déljne Tax Treatment Agreement</i> .	10. (1) L' <i>Accord de Déljne</i> et l' <i>Accord sur le traitement fiscal de Déljne</i> sont admis d'office.	Admission d'office des accords
Evidence	(2) A copy of the <i>Déljne Agreement</i> or the <i>Déljne Tax Treatment Agreement</i> published by the Queen's Printer of Canada is evidence of that agreement and of its contents, and a copy purporting to be published by the Queen's Printer of Canada is deemed to be so published, unless the contrary is shown.	(2) Tout exemplaire de l' <i>Accord de Déljne</i> ou de l' <i>Accord sur le traitement fiscal de Déljne</i> publié par l'imprimeur de la Reine du Canada fait preuve de l'accord en question. Tout exemplaire donné comme publié par cet imprimeur est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.	Preuve
Judicial notice of Déljne laws	11. (1) Judicial notice shall be taken of Déljne laws.	11. (1) Les lois de Déljne sont admises d'office.	Admission d'office des lois de Déljne
Evidence	(2) A copy of a Déljne law, registered in the public registry of laws maintained by the Déljne Got'ıne Government and certified as a true copy by a duly authorized officer of the Déljne Got'ıne Government is, without proof of the officer's signature or official character, evidence of its making on the date specified in the law.	(2) Une copie d'une loi de Déljne, enregistrée dans le registre public des lois tenu par le gouvernement Got'ıne de Déljne et certifiée conforme par fonctionnaire dûment autorisé du gouvernement Got'ıne de Déljne fait foi de la date d'édiction qui y est inscrite sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature ou la qualité officielle du signataire.	Preuve

LEGAL PROCEEDINGS

POURSUITES JUDICIAIRES

Jurisdiction of the Supreme Court	12. The Supreme Court has exclusive original jurisdiction to hear and determine applications for judicial review of the decisions of the Déljne Got'ıne Government, or the institutions of the Déljne Got'ıne Government created pursuant to 3.6.1b) of the <i>Déljne Agreement</i> , except in relation to tax matters where an agreement entered into under 22.2.2 of the <i>Déljne Agreement</i> provides otherwise.	12. La Cour suprême a compétence exclusive pour instruire, en première instance, les demandes de révision judiciaire des décisions prises par le gouvernement Got'ıne de Déljne ou par les institutions du gouvernement Got'ıne de Déljne qui sont créées en vertu de l'alinéa 3.6.1b) de l' <i>Accord de Déljne</i> , sauf disposition contraire prévue dans un accord conclu conformément au paragraphe 22.2.2 de l' <i>Accord de Déljne</i> en ce qui touche des questions fiscales.	Compétence de la Cour suprême
-----------------------------------	--	--	-------------------------------

Notice of issues	<p>13. (1) If, in any judicial or administrative proceeding, an issue arises in respect of the interpretation, validity or applicability of the <i>Délyné Agreement</i>, this Act or the regulations or any Délyné law, the issue shall not be decided until the party raising the issue has properly served notice on the Délyné Got'ınę Government, the Attorney General of the Northwest Territories and the Attorney General of Canada.</p>	<p>13. (1) Il ne peut être statué sur aucune question soulevée dans une poursuite judiciaire ou administrative quant à l'interprétation, à la validité ou l'applicabilité de l'<i>Accord de Délyné</i>, de la présente loi ou de ses règlements ou d'une loi de Délyné, à moins qu'un préavis n'ait été signifié par la partie qui la soulève au gouvernement Got'ınę de Délyné, au procureur général des Territoires du Nord-Ouest et au procureur général du Canada.</p>	Préavis
Contents of notice	<p>(2) The notice required under subsection (1) must</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) describe the judicial or administrative proceeding in which the issue arises; (b) specify what the issue arises in respect of; (c) state the day on which the issue is to be argued; (d) give particulars necessary to show the point to be argued; and (e) be served at least 14 days before the day of argument, unless the court or tribunal authorizes a shorter period. 	<p>(2) Le préavis :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) précise la nature de la poursuite; b) spécifie l'objet de la question en litige; c) indique la date prévue pour le débat; d) donne assez de détails pour que soit révélée l'argumentation; e) est signifié au moins 14 jours avant la date prévue pour le débat ou dans le délai plus court fixé par la juridiction saisie. 	Teneur du préavis
Rights of parties	<p>(3) In any judicial or administrative proceeding to which subsection (1) applies, the Délyné Got'ınę Government, the Attorney General of the Northwest Territories and the Attorney General of Canada may appear and participate in the proceeding as parties with the same rights as any other party.</p>	<p>(3) Le gouvernement Got'ınę de Délyné, le procureur général des Territoires du Nord-Ouest et le procureur général du Canada peuvent comparaître dans toute poursuite visée au paragraphe (1) et y participer comme parties en ayant les mêmes droits que toute autre partie.</p>	Droits des parties
Nature of hearing	<p>(4) For greater certainty, subsections (2) and (3) do not require that an oral hearing be held, if one is not otherwise required.</p>	<p>(4) Il est entendu que les paragraphes (2) et (3) ne requièrent pas la tenue d'une audience si elle n'est pas par ailleurs requise.</p>	Nature de l'audience
ORDERS AND REGULATIONS		DÉCRETS ET RÈGLEMENTS	
Orders and regulations	<p>14. The Commissioner in Executive Council may make orders and regulations for the purpose of carrying out any of the provisions of the <i>Délyné Agreement</i> or the <i>Délyné Tax Treatment Agreement</i>.</p>	<p>14. Le commissaire en Conseil exécutif peut prendre les décrets et les règlements nécessaires à l'application de l'<i>Accord de Délyné</i> et de l'<i>Accord sur le traitement fiscal de Délyné</i>.</p>	Décrets et règlements
REFERENCES		RENVOIS	
Reference to "municipal bylaw"	<p>15. (1) Unless the context otherwise requires, a reference in an enactment to a "municipal bylaw" includes a reference to the following:</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) a Délyné law that is made pursuant to 9.1.1 or 9.1.3 of the <i>Délyné Agreement</i>; (b) a bylaw that is deemed to be a Délyné law under 30.2.2 of the <i>Délyné Agreement</i>. 	<p>15. (1) Sauf indication contraire du contexte, le renvoi à «règlement municipal» vaut renvoi à ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) une loi de Délyné prise en vertu de l'article 9.1.1 ou 9.1.3 de l'<i>Accord de Délyné</i>; b) un règlement municipal qui est réputé être une loi de Délyné en vertu de l'article 30.2.2 de l'<i>Accord de Délyné</i>. 	Renvoi à «règlement municipal»

Reference to "municipal corporation"	(2) Unless the context otherwise requires, a reference in an enactment to a "municipal corporation" includes a reference to the Délyne Got'yn�� Government.	(2) Sauf indication contraire du contexte, le renvoi �� «municipalit��» ou «corporation municipale» vaut renvoi au gouvernement Got'yn�� de Délyne.	Renvoi �� «municipalit��»
Reference to "municipal council" or similar expression	(3) Unless the context otherwise requires, a reference in an enactment to a "municipal council", "council of a municipal corporation" or "council of a municipality" includes a reference to the legislative branch of the Délyne Got'yn�� Government described in 3.4.1b) of the <i>Délyne Agreement</i> .	(3) Sauf indication contraire du contexte, le renvoi �� «conseil municipal», «conseil d'une corporation municipale» ou «conseil d'une municipalit��» vaut renvoi à l'organe l��gislatif du gouvernement Got'yn�� de Délyne prévu à l'alinéa 3.4.1b) de l' <i>Accord de Délyne</i> .	Renvoi à «conseil municipal» ou autre expression similaire
Reference to "municipal taxing authority"	(4) Unless the context otherwise requires, a reference in an enactment to a "municipal taxing authority" includes a reference to the Délyne Got'yn�� Government.	(4) Sauf indication contraire du contexte, le renvoi �� «administration fiscale municipale» vaut renvoi au gouvernement Got'yn�� de Délyne.	Renvoi �� «administration fiscale municipale»
Reference to "municipality"	(5) Unless the context otherwise requires, a reference in an enactment to a "municipality" includes a reference to the Délyne Got'yn�� Government or the Community of Délyne.	(5) Sauf indication contraire du contexte, le renvoi �� «municipalit��» ou «territoire d'une municipalit��» vaut renvoi au gouvernement Got'yn�� de Délyne ou à la collectivité de Délyne.	Renvoi �� «territoire d'une municipalit��»

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORR  LATIVES

<i>Waters Act</i>	<p>16. (1) The <i>Waters Act</i> is amended by this section.</p> <p>(2) Section 1 is amended by adding the following definitions in alphabetical order:</p> <p>"<i>Délyne Agreement</i>" has the meaning assigned to it by subsection 1(1) of the <i>Délyne Final Self-Government Agreement Act</i>; (<i>Accord de Délyne</i>)</p> <p>"Délyne Got'yn�� Government" has the meaning assigned to it by subsection 1(1) of the <i>Délyne Final Self-Government Agreement Act</i>; (<i>gouvernement Got'yn�� de Délyne</i>)</p> <p>"Délyne lands" means the settlement lands to which title is vested in the Délyne Got'yn�� Government pursuant to 21.2.1 of the <i>Délyne Agreement</i>; (<i>terres de Délyne</i>)</p> <p>"Délyne law" has the meaning assigned to it by subsection 1(1) of the <i>Délyne Final Self-Government Agreement Act</i>; (<i>loi de Délyne</i>)</p>	<p>16. (1) La <i>Loi sur les eaux</i> est modifiée par le présent article.</p> <p>(2) L'article 1 est modifié par insertion des définitions suivantes, selon l'ordre alphabétique :</p> <p>«<i>Accord de Délyne</i>» S'entend au sens prévu au paragraphe 1(1) de la <i>Loi sur l'accord définitif sur l'autonomie gouvernementale de Délyne</i>. (<i>Délyne Agreement</i>)</p> <p>«gouvernement Got'yn�� de Délyne» S'entend au sens prévu au paragraphe 1(1) de la <i>Loi sur l'accord définitif sur l'autonomie gouvernementale de Délyne</i>. (<i>Délyne Got'yn�� Government</i>)</p> <p>«loi de Délyne» S'entend au sens prévu au paragraphe 1(1) de la <i>Loi sur l'accord définitif sur l'autonomie gouvernementale de Délyne</i>. (<i>Délyne law</i>)</p> <p>«terres de Délyne» Les terres visées par le règlement dont le titre de propriété est dévolu au gouvernement Got'yn�� de Délyne conformément à l'article 21.2.1 de l'<i>Accord de Délyne</i>. (<i>Délyne lands</i>)</p>	<p><i>Loi sur les eaux</i></p>
-------------------	--	--	--------------------------------

(3) Subsection 2(5) is repealed and the following is substituted:

First nation lands and Délûne lands

(5) Section 61 does not apply in respect of the following:

- (a) first nation lands within the meaning of Part 3 of the *Mackenzie Valley Resource Management Act* (Canada);
- (b) D  l  ne lands.

(4) Section 8 is amended by adding "the D  l  ne Got'  n   Government," after "shall consult with".

(5) The following is added after section 12:

D  L  NE

Prohibition: use of waters on D  l  ne lands

12.1. Even if a licence is not required under section 10 for a particular use of waters, no person shall use or permit the use of waters on D  l  ne lands, if a D  l  ne law made pursuant to 21.1.1d) of the *D  l  ne Agreement* requires a licence or other authorization from the Board for that type of use.

Prohibition: deposit of waste on D  l  ne lands

12.2. Even if a licence is not required under section 11 for a particular deposit of waste, no person shall deposit or permit the deposit of waste in waters on D  l  ne lands, if a D  l  ne law made pursuant to 21.1.1d) of the *D  l  ne Agreement* requires a licence or other authorization from the Board for that type of deposit.

Issuance of licence or other authorization

12.3. (1) The Board may issue, in accordance with D  l  ne law, a licence or other authorization required for the use of waters under section 12.1 or the deposit of waste under section 12.2.

Other Acts to be complied with

(2) Nothing in a licence or other authorization issued under subsection (1) authorizes a person to contravene or fail to comply with another Act or a regulation or order made under that Act, except as provided in that other Act, regulation or order.

(3) Le paragraphe 2(5) est abrogé et remplac   par ce qui suit :

(5) L'art  cle 61 ne s'applique pas :

- a) aux terres d'une première nation au sens de la partie 3 de la *Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie* (Canada);
- b) aux terres de Délûne.

(4) L'art  cle 8 est modifié par insertion de «le gouvernement Got'  n   de Délûne,» après «Le ministre consulte».

(5) La même loi est modifiée par insertion, après l'art  cle 12, de ce qui suit :

D  L  NE

Terres d'une première nation et terres de Délûne

12.1. Même si un permis n'est pas requis en vertu de l'art  cle 10 pour une utilisation particulière des eaux, il est interdit d'utiliser ou de permettre l'utilisation des eaux sur les terres de Délûne si une loi de Délûne prise en vertu de l'alinéa 21.1.1d) de l'*Accord de Délûne*   tablie qu'un permis ou une autre autorisation de l'Office est requis pour ce type d'utilisation.

Interdiction : utilisation des eaux sur les terres de Délûne

12.2. Même si un permis n'est pas requis en vertu de l'art  cle 11 pour le dépôt particulier de déchets, il est interdit de déposer ou de permettre le dépôt de déchets dans les eaux sur les terres de Délûne si une loi de Délûne prise en vertu de l'alinéa 21.1.1d) de l'*Accord de Délûne*   tablie qu'un permis ou une autre autorisation de l'Office est requis pour ce type de dépôt.

Interdiction : dépôt de déchets sur les terres de Délûne

12.3. (1) En conformité avec la loi de Délûne, l'Office peut délivrer un permis ou une autre autorisation requis pour l'utilisation des eaux en vertu de l'art  cle 12.1 ou pour le dépôt de déchets en vertu de l'art  cle 12.2.

Attribution de permis ou d'autre autorisation

(2) Sauf dans la mesure autorisée par une autre loi, ses r  glementes ou un décret ou arrêté pris sous son régime, un permis ou une autre autorisation délivré en vertu de paragraphe (1) n'a pas pour effet d'autoriser une personne à contrev  nir à cette autre loi ou aux r  glementes, décrets ou arrêtés pris sous son régime, ou à ne pas s'y conformer.

Obligation de respecter d'autres lois

Regulations	12.4. The Commissioner in Executive Council may make regulations respecting the form of licences or other authorizations to be issued by the Board under section 12.3.	12.4. Le commissaire en Conseil exécutif peut par règlement régir la forme de permis ou d'autres autorisations à être délivrés par l'Office en vertu de l'article 12.3.	Règlements
Exemption	12.5. Sections 10 and 11 do not apply in respect of a use of waters or a deposit of waste in the Community of Délyne as described in schedule B of the <i>Délyne Agreement</i> , if Délyne law provides that a licence is not required for that type of use or deposit.	12.5. Les articles 10 et 11 ne s'appliquent pas à l'égard de l'utilisation des eaux ou du dépôt de déchets dans la collectivité de Délyne, telle que décrite à l'annexe B de l' <i>Accord de Délyne</i> , si une loi de Délyne établie qu'il n'est pas requis d'obtenir un permis pour ce type d'utilisation ou de dépôt.	Exception
	(6) Section 65 is amended by adding the following after subsection (4):	(6) L'article 65 est modifié par adjonction après le paragraphe (4), de ce qui suit :	
Notice to Délyne Got'ıne Government	(5) An inspector shall, if it is reasonable to do so, give the Délyne Got'ıne Government prior notice of entry by the inspector on Délyne lands.	(5) Il donne au gouvernement Got'ıne de Délyne, dans les cas où il est indiqué de le faire, un préavis de son intention de procéder à la visite des terres de Délyne.	Préavis au gouvernement Got'ıne de Délyne

REPEAL

<i>Charter Community of Délyne Boundaries Variation Order</i>	17. The Charter Community of Délyne Boundaries Variation Order, established by regulation numbered R-134-2014, is repealed.
<i>Hamlet of Fort Franklin Continuation Order</i>	18. The Hamlet of Fort Franklin Continuation Order, R.R.N.W.T. 1990, c.H-12, is repealed.
<i>Order Changing the Status of the Hamlet of Fort Franklin</i>	19. The Order Changing the Status of the Hamlet of Fort Franklin, established by regulation numbered R-013-93, is repealed.

COMMENCEMENT

Coming into force	20. (1) This Act or any provision of this Act, except section 5, comes into force on a day or days to be fixed by order of the Commissioner.
Section 5	(2) Section 5 comes into force on assent.

ABROGATION

<i>Arrêté modifiant les limites de la collectivité à charte de Délyne</i>	17. L'Arrêté modifiant les limites de la collectivité à charte de Délyne, pris par le règlement n° R-134-2014, est abrogé.	<i>Arrêté modifiant les limites de la collectivité à charte de Délyne</i>
<i>Arrêté portant prorogation du hameau de Fort Franklin</i>	18. L'Arrêté portant prorogation du hameau de Fort Franklin, R.R.T.N.-O. 1990, ch. H-12, est abrogé.	<i>Arrêté portant prorogation du hameau de Fort Franklin</i>
<i>Arrêté sur le changement de statut du hameau de Fort Franklin</i>	19. L'Arrêté sur le changement de statut du hameau de Fort Franklin, pris par le règlement n° R-013-93, est abrogé.	<i>Arrêté sur le changement de statut du hameau de Fort Franklin</i>

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur	20. (1) La présente loi ou telle de ses dispositions, à l'exception de l'article 5, entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du commissaire.	Entrée en vigueur
Article 5	(2) L'article 5 entre en vigueur à la date de sa sanction.	Article 5